



Pas de démantèlement du service public dans le domaine des médias

Le PS s'oppose à l'initiative anti-SSR dont l'objectif est de réduire drastiquement ses recettes. Le parti s'oppose également à la modification de l'ordonnance annoncée aujourd'hui par le Conseil fédéral. Le service public médiatique est un pilier de notre démocratie. Au lieu d'attaquer frontalement la SSR pour des raisons purement idéologiques, il faudrait plutôt la renforcer et la développer afin de garantir un paysage médiatique diversifié. Les coupes budgétaires conduisent au contraire à un nouveau démantèlement du service public médiatique.

Le conseiller fédéral Albert Rösti a annoncé aujourd'hui que le Conseil fédéral proposait une modification d'ordonnance visant à réduire les fonds alloués à la SSR et aux médias régionaux. Le Conseil fédéral veut ainsi, d'un trait de plume et sans nécessité, affaiblir encore la place médiatique suisse, alors que nous traversons une crise des médias. « L'initiative anti-SSR est une attaque frontale contre notre service public médiatique », déclare la conseillère nationale et vice-présidente du PS Suisse Valérie Piller Carrard. « Le fait que le Conseil fédéral propose maintenant une réduction sous la forme d'une modification d'ordonnance est dévastateur pour notre démocratie et la formation de l'opinion publique. »

Dans notre démocratie directe, où la population peut s'exprimer plusieurs fois par an sur des modifications législatives importantes, nous avons besoin d'un paysage médiatique qui informe de manière équilibrée et correcte. La redevance ne soutient pas seulement la SSR dans sa mission de service universel, elle aide aussi à financer des médias locaux comme la télé, Léman bleu, Canal9, Canal Alpha, Telebielinge, Radio Fribourg, Radio Chablais, Rhône FM ou encore Radio Cité. Une réduction de la redevance pour la radio et la télévision met concrètement en danger de nombreuses radios et télévisions locales dans toutes les régions linguistiques. « La redevance permet de maintenir la qualité médiatique dans les régions linguistiques minoritaires, comme la Suisse romande. S'en prendre à la redevance, c'est s'en prendre à la cohésion nationale », poursuit Valérie Piller Carrard.

Depuis des années, nous traversons une crise des médias. Les recettes publicitaires se sont déplacées vers les géants de la tech sur le net, vers les plateformes publicitaires propres aux éditeurs et vers les groupes de médias étrangers. En outre, la part de désinformation a fortement augmenté, surtout sur Internet. « Dans ce contexte, un service public médiatique fort est indispensable. C'est précisément en période de crises multiples et de multiplication de la désinformation que l'accès à des informations fiables est essentiel pour la population », conclut Valérie Piller Carrard. « Le PS se prononce clairement contre les coupes annoncées et combattra l'initiative anti-SSR. Car au lieu d'attaquer la SSR et les médias locaux, il faut renforcer et développer notre paysage médiatique. »